

Réf : ARRETE/2020/N° 651 /2

Objet : Commissionnement d'un agent territorial en matière d'infraction d'urbanisme

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2212.1 et suivants,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, dite loi Le Pors

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 480-1, L610-1 et suivants,

Considérant la nécessité d'assurer sur le territoire communal le respect des règles d'urbanisme, découlant des lois ou règlements, ainsi que des autorisations individuelles d'occupation du sol, et de commissionner un agent pour rechercher et constater les infractions en la matière,

Considérant le fait que Mme Gaëlle MIGOT, adjoint administratif 2 ème classe, agent de gestion administrative en matière d'urbanisme, remplit les conditions pour être commissionnée à cet effet,

ARRETE

ARTICLE 1

Mme Gaëlle MIGOT est désignée et commissionnée pour rechercher et constater par procès-verbal, sur le territoire communal, les infractions d'urbanisme, et est notamment habilitée à dresser les procédures prévues par les articles L.480-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Elle doit, dans l'accomplissement de ses missions être porteuse du présent commissionnement.

ARTICLE 2

Avant d'entrer en fonction, Mme Gaëlle MIGOT doit prêter serment devant le Tribunal d'Instance de Nîmes, dans lequel elle jure de bien, et fidèlement remplir ses fonctions et de ne rien révéler ou utiliser de ce qui est porté à sa connaissance à l'occasion de l'exercice de cette mission.

ARTICLE 3:

Dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire d'Aigues-Mortes, puis le cas échéant, d'un recours hiérarchique auprès du Préfet du Gard. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Il peut faire faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de NIMES, Avenue Feuchère 30000 NIMES dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'intéressée. Une ampliation de cet arrêté de commissionnement est communiquée au Préfet, au président du Tribunal d'Instance ainsi qu'au responsable des forces de l'ordre étatique territorialement compétent.

Aigues-Mortes, le 12 octobre 2020

Le Maire

Pierre MAUMEJEAN



Notifié le 19/10/2020

Signature de l'agent :